

**Art. 2.** L'Union des Etudiants de la Communauté française (Unécof), constituée sous la forme d'association sans but lucratif, est reconnue comme organisation représentative des étudiants au niveau communautaire pour les années 2014 à 2016.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 4.** Le Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2014/29162]

**16 JANUARI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2014 houdende erkenning van de "Fédération des Etudiant(e)s francophones (F.E.F.)" en de "Union des Etudiants de la Communauté française (Unécof)" als verenigingen die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 21 september 2012 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs, artikel 32;

Gelet op het decreet van 7 juli 2011 betreffende de deelneming en de vertegenwoordiging van studenten in het hoger onderwijs;

Gelet op de aanvraag van de "Fédération des Etudiant(e)s francophones (F.E.F.)" – VZW, ingediend op 24 juni 2013;

Gelet op de aanvraag van de "Union des Etudiants de la Communauté française (Unécof)" – VZW, ingediend op 19 juni 2013;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 december 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 januari 2014;

Overwegende dat de "Fédération des Etudiant(e)s francophones (F.E.F.)" – VZW aan het geheel van de voorwaarden voldoet bepaald bij artikel 31 van het voornoemde decreet van 21 september 2012;

Overwegende dat de "Union des Etudiants de la Communauté française (Unécof)" – VZW aan het geheel van de voorwaarden voldoet bepaald bij artikel 31 van het voornoemde decreet van 21 september 2012;

Gelet op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De "Fédération des Etudiant(e)s francophones (F.E.F.)", samengesteld in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, wordt als vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt voor de jaren 2014 tot 2016 erkend.

**Art. 2.** De "Union des Etudiants de la Communauté française (Unécof)", samengesteld in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, wordt als vereniging die de studenten op gemeenschapsniveau vertegenwoordigt voor de jaren 2014 tot 2016 erkend.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2014.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 16 januari 2014.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

—————  
**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2014/29168]

**16 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés ainsi que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, l'article 44, modifié par les décrets des 29 mars 2001 et 29 novembre 2012, ainsi que l'article 47, remplacé par le décret du 29 novembre 2012;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu l'avis n° 134 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 17 septembre 2013,

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 novembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 novembre 2013;

Vu l'avis 54.054/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2013 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par l'alinéa suivant :

“Le centre d'accueil spécialisé, ci-après dénommé “le centre”, a pour mission d'organiser l'accueil de 15 jeunes qui nécessitent une aide particulière et spécialisée eu égard à des comportements agressifs ou violents, des problèmes psychologiques graves ou des faits qualifiés infractions répétitifs, en ce compris les jeunes qui nécessitent l'aide précitée et pour lesquels un accueil à l'issue de leur placement dans une institution publique s'avère nécessaire.”;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 2.** A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, les modifications suivantes sont apportées :

a. les mots “travaille sous mandat” sont remplacés par les mots “travaille sur mandat”;

b. les mots “de l'ordonnance du 29 avril 2004” sont insérés entre les mots “du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse” et les mots “ou de la loi du 8 avril 1965”;

c. les mots “relative à la protection de la jeunesse” sont abrogés;

2° le § 2 est remplacé par le § suivant :

“§ 2. Le mandat précise les objectifs poursuivis, ses motifs, sa durée et la nature de l'aide. Il précise également s'il s'agit de l'aide visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, ou de l'aide visée à l'alinéa 2. Un mandat ne peut concerner qu'un seul jeune”;

3° au § 3, les mots “Sauf en ce qui concerne les prises en charge prévues à l'article 2, alinéa 3” sont abrogés;

4° le § 5 est remplacé par le § suivant :

“§ 5. Le taux de prise en charge pour l'accueil des jeunes visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup> est fixé à minimum 60 % de la capacité agréée.”;

5° les §§ 6 et 7 sont abrogés.

**Art. 3.** A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1 les modifications suivantes sont apportées :

a. les mots “barème A” sont insérés entre les mots “un coordinateur” et les mots “, si d'autres projets”;

b. le mot “le même service” est remplacé par les mots “le même pouvoir organisateur”;

2° au point 5, les mots “le seul projet agréé du service” sont remplacés par les mots “le seul projet pédagogique agréé relevant du pouvoir organisateur”;

3° le point 6 est abrogé.

**Art. 4.** A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point B., les mots “ les licenciés possédant une des cinq licences mentionnées à l'annexe 3 précitée, hormis la licence en droit” sont remplacés par les mots “ les licenciés ou masters visés à l'annexe 3 précitée, hormis la licence ou le master en droit”;

2° au point D., les mots “ou B” sont abrogés;

3 l'article 6 est complété par un point E rédigé comme suit : “E. Personnel technique : personnel technique”.

**Art. 5.** L'article 7, alinéa 2, du même arrêté est abrogé.

**Art. 6.** Le chapitre III/1. - “Dispositions particulières relatives à l'agrément et au subventionnement des centres d'accueil spécialisés mettant en œuvre des séjours de rupture à caractère humanitaire à l'étranger” du même arrêté, comportant les articles 8/1 à 8/4, insérés par l'arrêté du 14 mai 2009, est abrogé.

**Art. 7.** L'article 9 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit : “Pour les services qui étaient agréés au 1<sup>er</sup> juin 1999 sur la base de l'arrêté du 7 décembre 1987 et qui justifiaient la subvention provisionnelle pour frais de personnel de direction sur la base de la fonction de directeur avec le barème B, cette justification est maintenue jusqu'au départ naturel du personnel concerné.”.

**Art. 8.** A l'article 1<sup>er</sup>, 4, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013, les mots “ou le tribunal de la jeunesse” sont remplacés par les mots “ou l'instance judiciaire compétente selon qu'elle intervient dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse ou de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait”.

**Art. 9.** A l'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013, les mots "L'administration compétente rédige un rapport qui est tenu à la disposition des membres de la commission." sont insérés entre les mots "de l'identité de son remplaçant." et les mots "Lorsque l'administration l'estime opportun,".

**Art. 10.** A l'article 31, § 1<sup>er</sup>, 10, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1. au point a, les mots "333,19 EUR/an" sont remplacés par les mots "475,62 EUR/an";
2. au point b, les mots "409,87 EUR/an" sont remplacés par les mots "613,86 EUR/an";
3. au point c, les mots "409,87 EUR/an" sont remplacés par les mots "613,86 EUR/an";

**Art. 11.** A l'annexe 1<sup>er</sup> du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29 août 2013, sont apportées les modifications suivantes :

1. au point A, 11, a, les mots "333,19 EUR/an" sont remplacés par les mots "330,54 EUR/an";
2. au point A, 11, b, les mots "409,87 EUR/an" sont remplacés par les mots "426,62 EUR/an";
3. au point A, 11, c, les mots "409,87 EUR/an" sont remplacés par les mots "426,62 EUR/an".

**Art. 12.** L'article 6, § 2, 3, du même arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 13.** L'article 34, § 6, du même arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2013.

**Art. 14.** Les articles 1 à 11 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, à l'exception de l'article 2, 4, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**Art. 15.** Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE  
La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29168]

**16 JANUARI 2014. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra, alsook van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, inzonderheid op artikel 44, gewijzigd bij de decreten van 29 maart 2001 en 29 november 2012, alsook op artikel 47, vervangen bij het decreet van 29 november 2012;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op het advies nr. 134 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 17 september 2013,

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 november 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 14 november 2013;

Gelet op het advies 54.054/4 van de Raad van State, gegeven op 11 december 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1 het eerste lid wordt vervangen als volgt :

"Het gespecialiseerd opvangcentrum, hierna" het centrum "genoemd, heeft als opdracht een opvang van 15 jongeren te organiseren die een bijzondere en gespecialiseerde hulp nodig hebben gelet op hun agressieve of gewelddadige gedragingen, hun zware psychologische problemen of herhaaldelijk begane feiten, met inbegrip van de jongeren die de bovenvermelde hulp nodig hebben en voor wie een opvang na hun plaatsing in een overheidsinstelling nodig blijkt.";

2 het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a. de woorden in de Franse tekst “ travaille sous mandat ” worden vervangen door de woorden “ travaille sur mandat ”;

b. de woorden “van de ordonnantie van 29 april 2004” worden ingevoegd tussen de woorden “van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd” en de woorden “of van de wet van 8 april 1965”;

c. de woorden “betreffende de jeugdbescherming” worden opgeheven;

2° § 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. Het mandaat vermeldt de nagestreefde doelstellingen, de motieven, de duur ervan en de aard van de verleende hulp. Het mandaat bepaalt ook of het over de hulpverlening gaat bedoeld in artikel 2, eerste lid of over de hulpverlening bedoeld in het tweede lid. Een mandaat mag niet op meer dan een jongere betrekking hebben”;

3° in § 3 worden de woorden “ Behalve wat betreft de tenlasteneming bedoeld in artikel 2, derde lid ” opgeheven;

4° § 5 wordt vervangen als volgt :

“§ 5. Het percentage van de tenlasteneming voor de opvang van de jongeren bedoeld in artikel 2, eerste lid, wordt ten minste op 60 % van de erkende capaciteit vastgesteld.”;

5° §§ 6 en 7 worden opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 1, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a. de woorden “barema A” worden ingevoegd tussen de woorden “een coördinator” en de woorden “, indien andere erkende opvoedingsprojecten”;

b. de woorden “dezelfde dienst” worden vervangen door de woorden “dezelfde inrichtende macht”;

2° onder punt 5°, worden de woorden “ het enig erkend project van de dienst ” vervangen door de woorden “ het enig erkend pedagogische project behorend tot de inrichtende macht ”;

3° punt 6° wordt opgeheven.

**Art. 4.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt B., worden de woorden “de licentiaten houder van een van de vijf licenties vermeld in de voormelde bijlage 3, behoudens de licentie in de rechten ” vervangen door de woorden “ de licentiaten of masters bedoeld in de bovenvermelde bijlage 3, behoudens de licentie of master in de rechten ”;

2° onder punt D., worden de woorden “of B” opgeheven;

3° artikel 6 wordt aangevuld met een punt E, luidend als volgt : “E. Technisch personeel : technisch personeel”.

**Art. 5.** Artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 6.** Hoofdstuk III/1. - “Bijzondere bepalingen inzake de erkenning en de subsidiëring van de gespecialiseerde opvangcentra die humanitaire afscheidingsverblijven in het buitenland” van hetzelfde besluit met de artikelen 8/1 tot 8/4, ingevoegd bij het besluit van 14 mei 2009, wordt opgeheven.

**Art. 7.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : “Voor de diensten die erkend waren op 1 juni 1999 op basis van het besluit van 7 december 1987 en die de provisionele subsidie verantwoordden voor de directiepersoneelskosten op basis van het ambt van directeur met barema B, wordt deze verantwoording behouden tot de natuurlijke afvloeiing van het betrokken personeel.”.

**Art. 8.** In artikel 1, 4, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013, worden de woorden “of de jeugdrechtbank” vervangen door de woorden “ of de bevoegde gerechtelijke instantie naarmate ze tussenkomt in het kader van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, de ordonnantie van 29 april 2004 betreffende de hulpverlening aan de jeugd of de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade”.

**Art. 9.** In artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013, worden de woorden “Het bevoegde bestuur stelt een verslag op dat ter beschikking wordt gesteld van de leden van de commissie.” ingevoegd tussen de woorden “de naam van zijn vervanger mede.” en de woorden “Indien ze het noodzakelijk acht.”.

**Art. 10.** In artikel 31, § 1, 10, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. onder punt a, worden de woorden “333,19 EUR/jaar” vervangen door de woorden “475,62 EUR/jaar”;

2. onder punt b, worden de woorden “409,87 EUR/jaar” vervangen door de woorden “613,86 EUR/jaar”;

3. onder punt c, worden de woorden “409,87 EUR/jaar” vervangen door de woorden “613,86 EUR/jaar”;

**Art. 11.** In bijlage 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. onder punt A, 11, a, worden de woorden “333,19 EUR/jaar” vervangen door de woorden “330,54 EUR/jaar”;

2. onder punt A, 11, b, worden de woorden “409,87 EUR/jaar” vervangen door de woorden “426,62 EUR/jaar”;

3. onder punt A, 11, c, worden de woorden “409,87 EUR/jaar” vervangen door de woorden “426,62 EUR/jaar”.

**Art. 12.** Artikel 6, § 2, 3, van hetzelfde besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

**Art. 13.** Artikel 34, § 6, van hetzelfde besluit treedt in werking op 1 oktober 2013.

**Art. 14.** De artikelen 1 tot 11 treden in werking op 1 januari 2014, met uitzondering van 2, 4, dat op 1 januari 2015 in werking treedt.

**Art. 15.** De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 16 januari 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE  
De Minister van Jeugd,  
Mevr.E. HUYTEBROECK

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29157]

**10 NOVEMBRE 2013. — Arrêté ministériel retirant l'arrêté ministériel du 9 novembre 2012 approuvant les statuts et le règlement d'ordre intérieur de l'Académie royale de Médecine de Belgique**

La Ministre de la Santé,

Vu l'arrêté royal du 19 septembre 1841 qui constitue une Académie royale de Médecine;

Vu la loi du 2 août 1924 accordant la personnification civile de l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique, à l'Académie royale flamande, à l'Académie royale de Langue et de Littérature françaises et à l'Académie royale de Médecine;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 2008 approuvant les statuts et le règlement d'ordre intérieur de l'Académie royale de Médecine de Belgique;

Considérant que l'Académie royale de Médecine de Belgique a arrêté son nouveau statut et son nouveau règlement d'ordre intérieur,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est retiré l'arrêté ministériel du 9 novembre 2012 approuvant les statuts et le règlement d'ordre intérieur de l'Académie royale de Médecine de Belgique.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 10 novembre 2013.

La Ministre de la Santé,  
Mme F. LAANAN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29157]

**10 NOVEMBER 2013. — Ministerieel besluit tot intrekking van het ministerieel besluit van 9 november 2012 tot goedkeuring van de statuten en het huishoudelijk reglement van de "Académie royale de Médecine de Belgique"**

De Minister van Gezondheid,

Gelet op het koninklijk besluit van 19 september 1841 tot instelling van een "Académie royale de Médecine";

Gelet op de wet van 2 augustus 1924 houdende toekenning van de rechtspersoonlijkheid aan de Koninklijke Academie der Wetenschappen, Letteren en Schone Kunsten van België, de Koninklijke Vlaamse Academie, de Koninklijke Academie voor Franse Taal en Letterkunde en de Koninklijke Academie van Geneeskunde;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 2008 tot goedkeuring van de statuten en het huishoudelijk reglement van de "Académie royale de Médecine de Belgique";

Overwegende dat de "Académie royale de Médecine de Belgique" haar nieuwe statuten en nieuwe huishoudelijk reglement heeft aangenomen,

Besluit :

**Artikel 1.** Het ministerieel besluit van 9 november 2012 tot goedkeuring van de statuten en het huishoudelijk reglement van de "Académie royale de Médecine de Belgique", wordt ingetrokken.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 10 november 2013.

De Minister van Gezondheid,  
Mevr. F. LAANAN